



VERISTORE

99,98 %

de l'or soustrait à l'État échappe au dispositif actuel.

LE PLAFOND ATTEINT

Pourquoi le volet financier du Plan VIGIE-OR ne peut plus attendre

PÉRIODE ÉVALUÉE

2021 - 2026

Dispositif national de lutte contre l'orpaillage illégal

ÉMETTEUR

Cellule de Veille Stratégique

Veristore Technologies · Abidjan, 23 juillet 2026

Cinq ans d'effort. Un fléau qui s'étend.

8 500+

sites déguerpis

4 474

personnes déférées

136 kg

d'or saisi

960 M

FCFA saisis

« En dépit des efforts importants déployés [...] la persistance, voire l'extension de ce fléau sur toute l'étendue du territoire national. »

Conseil National de Sécurité — communiqué du 23 juillet 2026

Le bilan opérationnel est incontestable. Le résultat stratégique ne l'est pas.

0,02 %

de l'or soustrait au contrôle de l'État
est intercepté par le dispositif physique.

1 kg saisi

pour 5 200 kg soustraits

hypothèse haute — 142 t/an

710 tonnes soustraites au contrôle de l'État (2021 – S1 2026)



136 kg saisis — le trait rouge, à l'échelle réelle

Sous l'hypothèse la plus prudente (700 Md FCFA/an), le taux atteint 0,13 % — soit 1 kg pour 800. La conclusion ne change pas.

On déguerpit l'équivalent du parc entier chaque année — et le parc grossit.

Déguerpissements cumulés

801

8 500+

Parc de sites clandestins actifs

2023

1 098

min. Mines

1 200

mai 2026

1 600

≈ 1 700 sites déguerpis par an · parc actif en hausse de 46 % en trois ans · l'action déplace la production, elle ne la détruit pas

Le dispositif atteint la main-d'œuvre, jamais la structure.

65 % des 4 474 personnes déférées sont des ressortissants étrangers —
une main-d'œuvre itinérante, précaire, immédiatement remplaçable.

0 poursuite publiquement rapportée visant un financier,
un comptoir ou une personne morale de la filière.

Interpeller un exploitant coûte à l'organisation le prix de son remplacement — c'est-à-dire presque rien.

C'est la différence entre traiter un symptôme récurrent et traiter sa cause.

L'orpaillage n'est pas un problème d'ordre public. C'est une architecture de financement.

Exploitant

Collecteur

Comptoir

Financier

Recyclage

OÙ PORTE L'ACTION ACTUELLE

OÙ SE CONCENTRE LA VALEUR — ET OÙ VIGIE-OR AGIT

ACLED, juillet 2026

≈ 90 % des violences liées aux mines surviennent hors des concessions, dans l'écosystème économique.

GI-TOC, juillet 2025

Le groupe armé perçoit ~180 000 FCFA par tête ; le négociant qui blanchit en dégage ~305 000.

Quatre axes arrêtés. Aucun ne touche l'argent.

Territorial

Préfets, CDS et CCM

Diplomatique

Pays d'origine, rapatriements

Judiciaire

Arsenal répressif

Capacitaire

Moyens du GS-LOI

NON COUVERT

Identification des financiers · traçage des flux · comptoirs · blanchiment · bénéficiaires effectifs

« ... à l'encontre de toute personne physique ou morale impliquée » — la base juridique existe.

L'organe qui identifie, non.

Trois horloges, une même échéance.

1

Communication en Conseil des Ministres

« Dans les meilleurs délais ». Le cadre de la réponse étatique s'écrit maintenant — ou sans le volet financier.

2

Évaluation du GAFI

Sortie de liste grise possible dès la plénière d'octobre 2026. La visite sur place mesure l'effectivité, pas les textes.

3

Pression sur la frontière nord

ACLED documente la poussée du JNIM sur la ceinture minière sud-malienne, le long de la frontière ivoirienne.

Fenêtre de décision : environ trois mois.

4 600

milliards de FCFA perdus chaque année —
plus du quart du budget national 2026.

46 Md FCFA/an

ce que représenterait la récupération de seulement 1 % de la fuite

960 M FCFA

le total saisi par la voie physique en cinq ans — moins de deux heures de fuite

Ce n'est pas un problème de moyens. C'est un problème de point d'application.

TROIS DÉCISIONS IMMÉDIATES

- 1** Inscrire le volet financier dans la communication en Conseil des Ministres.
- 2** Doter la mention « personne morale » d'un organe d'identification — une cellule de veille financière et stratégique dédiée.
- 3** Articuler formellement l'action de terrain et le renseignement financier : au GS-LOI le terrain, à l'organe financier le réseau.